

Caraïbes / Insights

L'observatoire mensuel de l'économie et des affaires caribéennes

#03 - Mai 2026

EDITORIAL - MAI 2026

Caraïbes, capitaux en mouvement

Au seuil de mai 2026, le bassin caribéen est traversé par trois secousses business simultanées : un retrait progressif des banques canadiennes, une concentration accélérée des télécoms, et l'accélération du nearshoring vers la République dominicaine et la Jamaïque.

Republic Financial Holdings reprend les opérations de la Bank of Nova Scotia dans six pays de la Caraïbe orientale. CIBC vient de boucler son retrait de Saint-Maarten au profit d'Orco Bank. Le secteur bancaire régional se redessine sous la pression réglementaire et des coûts de conformité.

En face, les capitaux affluent. La République dominicaine attire 5 milliards USD d'investissements directs étrangers en 2025, un record. DP World engage 760 millions USD sur le port de Caucedo et sa zone franche. La Bourse de Jamaïque s'apprête à enregistrer sa première grande introduction sur le Main Market depuis octobre 2021, avec l'IPO de Qantas Advantage à 2,5 milliards JMD.

Plus discrète mais tout aussi structurante : la 51^e Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM, prévue début juillet à Sainte-Lucie, sera le premier rendez-vous de la Martinique en qualité de membre associé. Cette livraison de *Caraïbes Insights* couvre l'ensemble du chantier business régional.

La rédaction

CARAÏBES INSIGHTS

DOSSIER DU MOIS - AFFAIRES

L'effet domino bancaire

Republic Bank Trinidad reprend le 1^{er} novembre les opérations de la Bank of Nova Scotia dans six pays de la Caraïbe orientale. Une transaction qui scelle deux décennies de retrait des banques canadiennes et redessine la carte bancaire régionale.

5 Mrd USD

Flux record d'investissements directs étrangers reçus par la République dominicaine en 2025, premier pays d'accueil de la zone Amérique centrale-Caraïbe.

Le mouvement n'est pas isolé. CIBC Caribbean, qui regroupe les actifs caribéens du Canadian Imperial Bank of Commerce, a finalisé en mars 2025 la cession de ses opérations à Saint-Maarten au profit d'Orco Bank. Le groupe canadien s'était engagé en octobre 2021 dans un programme de retrait des marchés à faible volume.

Les acteurs régionaux prennent le relais. Republic Financial Holdings, basé à Port of Spain, capitalise sur cette consolidation. NCB Financial Group de Jamaïque, l'un des trois plus gros groupes financiers caribéens, opère désormais dans 21 territoires.

L'arrière-plan reste celui d'une industrie sous pression : coûts de conformité réglementaire, désengagement nord-américain, exigences accrues du GAFI. La consolidation est moins un choix qu'une nécessité.

Source : ECCB, Global Finance Magazine

A lire en page 3 : capitaux en mouvement

DOSSIER DU MOIS - AFFAIRES RÉGIONALES

Capitaux, l'argent *change de mains*

Consolidation bancaire accélérée, IDE en hausse, Bourses régionales actives, nearshoring qui s'installe : le bassin caribéen vit en mai 2026 une recomposition silencieuse de son architecture financière. Les Canadiens partent, les régionaux prennent, et un nouvel axe Caucedo-Kingston se construit autour des chaînes logistiques nearshore.

“ Ces opérations alignent les institutions caribéennes sur la nouvelle réalité du marché : moins de joueurs, des bilans plus solides, des exigences réglementaires plus dures. ”

Eastern Caribbean Central Bank, communiqué d'octobre 2025

Le grand reflux des banques canadiennes

Effective le 1^{er} novembre 2025, la cession des opérations de la Bank of Nova Scotia (Scotiabank) à Republic Financial Holdings (RFHL) a couvert six territoires : Anguilla, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. La transaction a été validée par le Conseil monétaire de l'ECCB le 6 septembre.

CIBC Caribbean, ex-FirstCaribbean, a achevé en mars 2025 sa restructuration entamée en 2021 : sortie d'Aruba, Saint-Vincent, Grenade, Saint-Maarten. Le groupe se concentre désormais sur la Barbade, les Bahamas et les Caïmans, qui pèsent l'essentiel de ses revenus régionaux. Coût total du rebranding et de la cession : 27 millions CAD.

IDE, la nouvelle géographie

La République dominicaine confirme son rôle de première destination régionale, avec 5 milliards USD captés en 2025. Le pays vise 8,3 milliards USD à l'horizon 2028. DP World a signé en mai 2025 un mémorandum à 760 millions USD avec Saint-Domingue pour porter la capacité de Caucedo de 2,5 à 3,1 millions de TEU et créer 555 acres industriels en zone franche.

Les transferts de fonds (remesas) ont atteint 11,9 milliards USD en 2025, soit 9,2 % du PIB dominicain. Le peso s'est apprécié de 4,1 % face au dollar sur l'année. La Banque centrale poursuit son cycle d'assouplissement monétaire.

Marchés financiers, le réveil

Le 1^{er} mai 2026, l'indice composite de la Bourse de Trinité-et-Tobago s'établit à 965,52 points, en hausse de 3,57 sur la séance ; le Caribbean Exchange Index (CXNI) culmine à 960,48, en progression de 2,41. Quantas Advantage, véhicule barbadien d'investissement structuré, lance une introduction en Bourse de 2,5 milliards JMD sur le Main Market et le marché USD de la JSE, première opération de cette ampleur depuis octobre 2021.

Et la Martinique dans cet ensemble ?

L'Assemblée nationale française a validé le 16 avril l'adhésion de la Martinique à la CARICOM en qualité de membre associé. La 51^e Conférence des chefs de gouvernement, début juillet à Sainte-Lucie, sera le premier rendez-vous opérationnel. La contribution annuelle est fixée à 250 000 euros, sans droit de vote sur les décisions majeures ni compétence commerciale, du fait de l'appartenance à l'Union européenne. Les coopérations financières, sanitaires et logistiques sont les principaux gisements à activer.

Sources : ECCB - Direction générale du Trésor - TTSE, mai 2026

CARAÏBE ORIENTALE - BANQUE

Republic Bank, le nouveau *poids lourd* régional

L'acquisition par Republic Financial Holdings des opérations de Scotiabank dans six pays de l'OECS, effective le 1^{er} novembre 2025, redessine la hiérarchie bancaire du bassin. Avec la sortie progressive des canadiens et la montée des groupes régionaux, la Caraïbe entre dans une phase de consolidation rapide.

“ Le Conseil monétaire a approuvé le transfert des actifs et passifs en application de la Section 43 du Banking Act. La transition est désormais complète. ”

Eastern Caribbean Central Bank, communiqué officiel, 1^{er} novembre 2025

Le 1^{er} novembre 2025, les opérations de la Bank of Nova Scotia ont cessé en Anguilla, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Republic Financial Holdings (RFHL), basée à Port of Spain et cotée à la Bourse de Trinité-et-Tobago, a pris le relais après une autorisation accordée par le Conseil monétaire de la Banque centrale de la Caraïbe orientale (ECCB) le 6 septembre.

Cette opération s'inscrit dans une dynamique plus large. Depuis 2021, les banques canadiennes désengagent leurs filiales caribéennes les moins rentables. CIBC Caribbean, anciennement FirstCaribbean International Bank, a vendu en mars 2025 sa filiale de Saint-Maarten à Orco Bank, complétant un cycle de cessions à Aruba (février 2022), Saint-Vincent et Grenade (juillet 2023). Le groupe se recentre sur la Barbade, les Bahamas et les Caïmans, qui concentrent l'essentiel de ses revenus régionaux.

RFHL, héritière de la Workers' Bank fondée en 1837, est aujourd'hui présente dans plus de douze territoires caribéens. Son portefeuille couvre la banque

commerciale, l'investment banking et l'assurance. La reprise des actifs Scotiabank lui ouvre l'accès à une clientèle de détail concentrée sur des micro-marchés où les banques régionales détenaient peu de parts.

Le contexte est partagé par tous les acteurs : pression réglementaire croissante (lutte anti-blanchiment, GAFI, FATCA, CRS), coûts de conformité élevés rapportés à des bases clients limitées, désengagement des correspondants bancaires américains. La Caraïbe orientale, particulièrement, fonctionne sous un régime de change fixe à 2,70 EC\$ pour 1 USD, ce qui contraint la marge de manœuvre monétaire et accentue la sensibilité aux flux extérieurs.

Pour les déposants, l'ECCB a confirmé que tous les comptes, prêts hypothécaires, cartes et dépôts seraient migrés sans changement des conditions contractuelles. Pour les places concernées, la transaction signe la fin d'une époque : Scotiabank était implantée dans la sous-région depuis plus de cent ans.

Sources : **Eastern Caribbean Central Bank, Global Finance Magazine**, novembre 2025 - mars 2026

JAMAÏQUE - HOLDINGS

NCB Financial Group, vingt-et-un *territoires*

NCB Financial Group, holding de National Commercial Bank Jamaica, opère désormais dans 21 territoires caribéens à travers ses quatre filiales : NCB Jamaica, NCB Global Holdings (actionnaire majoritaire de Guardian Holdings), Clarien Group (Bermudes) et TFOB. Le groupe est l'un des plus gros conglomérats financiers de la zone, mesuré à l'aune du total des actifs.

La cession de NCB Cayman, prévue pour reposer le bilan, a échoué : la transaction n'a pas pu être finalisée dans les délais convenus. NCBFG a pourtant maintenu sa stratégie de désengagement des filiales jugées non stratégiques, alors que la rémunération des dépôts en USD reste sous pression dans la zone.

Source : **NCB Financial Group**, mars 2026

GUYANA - PÉTROLE

Stabroek, la machine à cash

Production proche du million de barils par jour, budget national à 7,48 milliards USD, croissance projetée de 16,3 % en 2026 par la Banque mondiale : le Guyana s'installe comme la première rente pétrolière de l'Atlantique sud. ExxonMobil, Hess et CNOOC engrangent.

“ Notre croissance économique réelle continue d'être soutenue par une expansion forte du gaz et du pétrole, ainsi que par une croissance soutenue dans les secteurs hors pétrole. ”

Ashni Singh, ministre des Finances du Guyana, présentation budgétaire, 26 janvier 2026

Le 26 janvier, à Georgetown, Ashni Singh a présenté le plus gros budget national jamais voté par le pays : 1,558 trillion de GY\$, soit environ 7,48 milliards USD. Un montant deux fois supérieur à celui de 2022, qui consacre la trajectoire d'un État transformé en quelques années par la rente pétrolière.

Pour 2026, la production moyenne du bloc Stabroek doit atteindre 840 000 barils par jour, en hausse de 17,9 %. ExxonMobil, qui détient 45 % du consortium aux côtés de Hess (30 %) et CNOOC (25 %), opère désormais quatre FPSO. Le démarrage du cinquième projet, Uaru, est attendu fin 2026 ou début 2027. Les revenus pétroliers prévus pour 2026 atteignent 2,79 milliards USD, sur la base de 309 cargaisons exportées.

Selon le FMI, le Guyana a affiché une croissance moyenne de 47 % par an entre 2022 et 2024, sans équivalent dans l'histoire économique récente. La

production a atteint 918 000 barils par jour en février 2026, niveau historique, avant de se stabiliser autour de 900 000 b/j fin avril.

Sur l'enveloppe budgétaire, 941 millions USD sont fléchés vers les routes et ponts, plus de 880 millions vers la santé, l'éducation et le logement. Le Natural Resource Fund, qui sécurise la rente pour les générations futures, a perçu 605,5 millions USD au seul premier trimestre 2025.

Reste la question structurelle. L'accord de partage de production de 2016 stipule qu'ExxonMobil peut conserver jusqu'à 75 % des revenus pétroliers mensuels pour amortir ses coûts de développement avant le partage des profits. La perspective d'un passage à un partage 50/50, étudié par Georgetown, constituerait une rupture majeure du modèle financier.

Sources : Reuters, Guyana Business Journal, janvier-février 2026

TRINITÉ-ET-TOBAGO - GAZ NATUREL

Cocuina-Manakin, la licence qui expire

Le ministère de l'Énergie de Trinité-et-Tobago l'a confirmé en avril : la licence accordée par l'Office of Foreign Assets Control américain pour exploiter le champ gazier transfrontalier de Cocuina-Manakin, dont 33 % se trouvent en zone vénézuélienne, expire le 31 mai 2026. Sans renouvellement, ce gisement, l'un des plus prometteurs pour relancer l'industrie gazière trinitadienne, restera bloqué.

Le pays, qui exporte du GNL et de l'ammoniac vers l'Europe et les États-Unis, a vu sa production gazière chuter d'un tiers en dix ans. Le gouvernement de Stuart Young plaide auprès de Washington pour une prolongation, dans un contexte de tensions accrues entre les administrations américaine et vénézuélienne.

Source : Ministry of Energy and Energy Industries, avril 2026

BARBADE - MACROÉCONOMIE

Vingt trimestres consécutifs de *croissance*

La Banque centrale de la Barbade a publié fin avril ses données du premier trimestre 2026 : l'économie de l'île a progressé de 1,7 %, marquant son vingtième trimestre consécutif d'expansion. Le secteur des services aux entreprises et la construction tirent l'activité, soutenus par les investissements en infrastructure et énergies renouvelables.

Source : **Caribbean News Global**, avril 2026

Les réserves internationales atteignent 3 milliards USD au 31 mars 2026, soit 25,5 semaines de couverture d'importations, bien au-delà du seuil de référence de 12 semaines. Le chômage s'établit à 7,2 % à fin 2025. Le gouvernement de Mia Mottley table sur 2 à 3 % de croissance en 2026, dans un contexte de discipline budgétaire confirmée par le FMI.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE - IDE

Cinq milliards d'IDE, le *record* de 2025

La République dominicaine a confirmé en 2025 son rang de premier pays d'accueil des investissements directs étrangers en Amérique centrale et Caraïbe, avec un flux record de 5 milliards USD, devant le Costa Rica et le Panama. Les principaux secteurs bénéficiaires : l'énergie (3,5 milliards USD cumulés 2020-2025), les zones franches, l'immobilier.

Source : **Direction générale du Trésor**, janvier 2026

Après une croissance ralentie à 2,1 % en 2025, le FMI et la Banque mondiale anticipent un rebond à 4,5 % en 2026, soit le double de la moyenne régionale hors Guyana. Le président Luis Abinader, en visite à Paris le 25 mars chez MEDEF International, a fixé un objectif de doublement des IDE à 8,3 milliards USD d'ici 2028.

ECCB - POLITIQUE MONÉTAIRE

Inflation à 1,2 %, le *peg* tient bon

L'inflation dans l'Union monétaire de la Caraïbe orientale (ECCU) s'est établie à 1,2 % en glissement annuel à fin juillet 2025, contre 6,2 % un an plus tôt. Le peg du dollar de la Caraïbe orientale au dollar américain, fixé à 2,70 pour 1 depuis 1976, continue de servir d'ancrage anti-inflation pour les huit économies membres.

Source : **Eastern Caribbean Central Bank**, octobre 2025

Le crédit bancaire au secteur privé a progressé de 4,7 % sur les douze mois à juin 2025. Le crédit aux entreprises augmente de 6,2 %, tiré par les secteurs hôtelier et de la distribution. Le FMI projette une croissance de 2,5 % en 2026 pour la zone OECS, légèrement inférieure aux attentes initiales.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE - LOGISTIQUE

Caucedo, le pari à 760 millions

DP World engage 760 millions USD pour faire du port de Caucedo et de sa zone franche associée le hub nearshore de la Caraïbe. La République dominicaine accélère sa transformation de plate-forme de transbordement en pôle manufacturier intégré.

“Cet investissement transforme la République dominicaine d'un point de transbordement en un hub manufacturier nearshore. Ils ont créé un modèle qui mérite d'être imité.”

Zach Monger, Trailer Bridge International, décembre 2025

Signé en mai 2025, le mémorandum d'entente entre DP World et le gouvernement dominicain engage 760 millions USD sur le port de Caucedo et la zone franche attenante. La répartition est précise : 380 millions pour le port (extension des quais, brise-lames, grues ship-to-shore, automatisation, sécurité), 380 millions pour la zone franche (225 hectares industriels, voirie, utilities, entrepôts pré-construits).

L'objectif : porter la capacité de manutention conteneurs de 2,5 à 3,1 millions de TEU et créer un écosystème intégré port-industrie capable d'attirer les opérations de manufacturing, de nearshoring et de logistique. Le port se trouve à 1h45 de vol de Miami et offre un transit maritime de 2 à 4 jours vers la côte Est américaine.

L'arrière-plan réglementaire suit. La loi 30-24, promulguée en 2024, a créé un Conseil National de Logistique chargé de simplifier la politique commerciale. La main-d'œuvre disponible (5,3 millions de

personnes), le coût horaire (3 à 4 USD pour un opérateur d'assemblage) et l'accès en franchise au marché américain via CAFTA-DR composent un faisceau d'avantages comparatifs rare dans la zone.

Les zones franches (CNZFE) abritent déjà plus de 600 entreprises dans plusieurs secteurs verticaux : textile et habillement (premier employeur), électronique et harnais filaires, dispositifs médicaux. Huit des trente plus grands fabricants mondiaux de dispositifs médicaux y ont implanté une base. Le régime fiscal, prévu par la loi 8-90, prévoit 0 % d'impôt sur les sociétés.

Les commentateurs nord-américains placent désormais la République dominicaine en position d'alternative crédible au Mexique pour les chaînes d'approvisionnement orientées vers la côte Est. La stabilité politique d'Abinader, réélu dès le premier tour en mai 2024 avec 57 % des voix, conforte le pari.

Sources : **Americas Market Intelligence**, **DP World**, septembre 2025 - mai 2026

JAMAÏQUE - PORT

Kingston, la contre-attaque CMA CGM

Face à Caucedo, le port de Kingston joue la carte de la modernisation. Le Kingston Freeport Terminal Limited (KFTL), opéré par CMA CGM, augmente ses capacités de stockage et automatise ses opérations. Kingston Wharves investit en parallèle dans les chambres froides et le traitement automobile.

La Caribbean Special Economic Zone (CSEZ) et le Kingston Logistics Park (KLP) sont positionnés comme l'écosystème logistique régional. Atout structural : Kingston dispose d'un port en eau profonde naturel, à proximité directe du canal de Panama. Atout conjoncturel : la rocade de Montego Bay, projet à 274 millions USD, doit être livrée en mai 2026.

Source : **Kingston Freeport Terminal**, mars 2026

TRINITÉ-ET-TOBAGO - BOURSE

TTSE, le composite à 965 points

Au 1^{er} mai 2026, la Bourse de Trinité-et-Tobago affiche un indice composite à 965,52 points, en progression de 3,57 sur la séance. L'indice All T&T atteint 1 392,25 points (+3,97). Le Caribbean Exchange Index (CXNI), qui agrège les places de la zone, ressort à 960,48 (+2,41). Les valeurs financières (CIBC, NCBFG, JMMBGL) et industrielles (Massy, GHL) animent les volumes.

Source : **Trinidad and Tobago Stock Exchange**, mai 2026

BARBADE - IPO

Quantas Advantage vise 2,5 milliards JMD

Quantas Advantage, véhicule barbadien d'investissement en finance structurée et actifs titrisés, a lancé en avril son introduction en Bourse à Kingston. Cible : 2,5 milliards JMD, sur le Main Market et le marché USD de la JSE. Si l'opération aboutit, ce sera la première grande IPO sur le Main Market depuis la cotation de Sygnus Real Estate Finance en octobre 2021.

Source : **Jamaica Observer**, avril 2026

CARAÏBE - TÉLÉCOMS

Digicel pivote vers l'entreprise

Digicel Group, leader de la téléphonie mobile dans la Caraïbe avec une présence dans 26 pays, a annoncé en 2025 un repositionnement stratégique vers les services aux entreprises. Le groupe a fermé ses plateformes médias grand public Loop News et Sports-Max, après la cession de ses opérations Pacifique à Telstra en 2022.

Source : **World Benchmarking Alliance**, mars 2026

L'activité reste cependant modeste à l'échelle régionale. Le marché secondaire fonctionne par interconnexion entre les dépositaires de Trinidad, Jamaïque, Barbade et Caraïbe orientale. La liquidité s'améliore lentement, soutenue par le retour des fonds de pension régionaux et l'arrivée de produits structurés.

Présidée par Jacqueline Sharp (ex-PDG de Scotiabank Jamaïque), Quantas Advantage gère au 30 septembre 2025 un portefeuille de 20,74 millions USD pour une base d'actifs de 30,18 millions USD. La société paie au moins 85 % de son résultat net en dividendes. Manor Caribbean Holdings reste l'actionnaire de référence à 30,83 %.

L'arrière-plan reste un endettement élevé hérité de la décennie d'expansion par acquisitions. Face à Liberty Latin America (issu du rapprochement Cable & Wireless / Columbus / Liberty Global), Digicel cherche désormais à monétiser ses actifs fibre et fixed-broadband, dans un marché caribéen évalué à 1,12 milliard USD de revenus annuels pour le seul réseau Cable & Wireless.

OECS - CITOYENNETÉ PAR INVESTISSEMENT

Passeports caribéens, l'industrie *discrète*

Cinq pays de l'OECS proposent des programmes de citoyenneté par investissement à partir de 200 000 USD. En 2026, la demande américaine explose et les seuils tarifaires se redessinent sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis.

“La citoyenneté caribéenne est utilisée comme une couverture de mobilité, une assurance contre les futures perturbations globales. Très peu de nos clients déménagent.

John Maniatis, managing director, Henley & Partners, avril 2026

Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie sont les cinq pays caribéens qui maintiennent un programme actif de citoyenneté par investissement (CBI). Leurs barèmes ont été harmonisés à la hausse en 2024, sous pression des États-Unis et de l'Union européenne, qui s'inquiétaient du contournement de leurs régimes de visa.

Les seuils 2026 sont les suivants : Saint-Kitts-et-Nevis exige un minimum de 250 000 USD en contribution publique ou 325 000 USD en immobilier. Antigua-et-Barbuda part à 230 000 USD. La Dominique reste la plus accessible avec 200 000 USD pour un demandeur seul. Grenade demande 235 000 USD au National Transformation Fund. Sainte-Lucie débute à 240 000 USD.

Les revenus pour les Trésors nationaux sont substantiels. Selon les estimations de Henley & Partners, les programmes de citoyenneté représentent entre 30 % et 50 % des recettes budgétaires de Saint-Kitts-et-Nevis et de la Dominique. Pour Grenade, le seul pro-

gramme à offrir un traité E-2 avec les États-Unis (résidence d'investisseur), la part avoisine 25 % du budget.

L'année 2026 marque une rupture sur la demande. Selon Citizenship Invest, les demandes de seconde citoyenneté en provenance des États-Unis ont bondi de 183 % entre le premier trimestre 2024 et le premier trimestre 2025. Pour Antigua-et-Barbuda, les demandeurs américains représentent 50 % du total 2026, contre 26 % en 2025. Le moteur : la volatilité politique américaine et l'attrait des passeports offrant un accès sans visa à plus de 140 destinations, incluant Schengen et le Royaume-Uni.

Les délais de traitement varient. Saint-Kitts-et-Nevis traite les dossiers en quatre à six mois, Dominique en six à neuf mois. Sainte-Lucie reste la plus longue (douze à dix-huit mois). Aucun pays n'exige de résidence physique, sauf de courtes visites désormais évoquées sur certains programmes pour 2026.

Sources : **Henley & Partners**, **CEOWORLD**, avril 2026

ÉTATS-UNIS - DEMANDE

Le « plan B » *américain*

Newsweek a rapporté en avril que les Américains fortunés se tournent massivement vers les programmes caribéens de citoyenneté. Selon Henley & Partners, l'augmentation des demandes nord-américaines a démarré pendant la pandémie et s'est accélérée depuis 2024.

Le profil type : un demandeur entre 40 et 65 ans, à revenus élevés, qui ne prévoit pas de déménager mais constitue une assurance mobilité familiale. Le coût total moyen pour une famille de quatre personnes oscille entre 250 000 et 400 000 USD, ce que les conseillers patrimoniaux placent désormais à côté des trusts offshore et des portefeuilles immobiliers internationaux.

Source : **Newsweek**, avril 2026

SURINAME - PÉTROLE

GranMorgu, dix milliards et demi de *dollars*

Le projet pétrolier GranMorgu, opéré par TotalEnergies (40 %) avec APA Corporation (40 %) et Staatsolie (20 %), a confirmé sa décision finale d'investissement à 10,5 milliards USD. Capacité du FPSO : 220 000 barils par jour. Première production prévue en 2028. Réserves récupérables estimées à 760 millions de barils, sur les champs Sapakara et Krabdagu (bloc 58).

Source : **Staatsolie**, **TotalEnergies**, décembre 2025

La société nationale Staatsolie a sécurisé sa participation de 20 % via une obligation 2025-2033 de 516 millions USD émise en mars 2025 et un prêt syndiqué de 1,6 milliard USD signé en mai 2025 avec dix-huit banques. Pour 2025, Staatsolie a publié un revenu de 802 millions USD et un bénéfice avant impôts de 418 millions USD. Sa contribution au budget de l'État représente 32 % des recettes publiques.

CARIFORUM - EXPORT

Caribbean Export et RevUP *accélèrent*

Caribbean Export Development Agency et RevUP Caribbean ont annoncé en avril l'élargissement de leur partenariat pour accompagner les startups régionales dans leur internationalisation. Trois axes : sécurité alimentaire, économie verte, digitalisation des entreprises. Une cohorte de quinze entreprises sélectionnées sera présentée au prochain Caribbean Investment Forum.

Source : **Caribbean Association of Investment Promotion Agencies**, avril 2026

L'agence, basée à Bridgetown, reste le principal point d'entrée pour les investisseurs internationaux qui ciblent la zone CARIFORUM. Sa nouvelle présidente CAIPA, l'économiste barbadienne Kaye Greenidge, confirmée le 27 février, doit présenter un plan biennal axé sur l'investissement digital.

CUBA - RÉFORMES

La Havane sous *tension*

L'économie cubaine reste prise dans une grave crise. La Banque centrale a abaissé en avril ses projections de croissance pour 2026 et reconnaît une contraction du secteur formel. Le 26 février, à Saint-Kitts-et-Nevis, lors de la 50^e Conférence des dirigeants de la CARICOM, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a indiqué qu'un assouplissement humanitaire des restrictions à l'exportation de pétrole vers Cuba serait étudié.

Source : **Caribbean Journal**, avril 2026

Pour les entreprises caribéennes engagées sur le marché cubain (Trinité-et-Tobago, Jamaïque, République dominicaine), l'incertitude réglementaire reste majeure. Le tourisme reste le principal pourvoyeur de devises, mais les arrivées canadiennes ont chuté début 2026, faute de carburant aviation, déplaçant la demande vers les Caïmans, la Barbade et la Jamaïque.

CARAÏBE - RAPPORT IDB-OCDE

Caribbean Dynamics 2026, le diagnostic *sans détour*

Présentée le 21 avril à Port-of-Spain dans le cadre du ONE Caribbean Ministerial Dialogue, la deuxième édition du rapport IDB-OCDE Caribbean Development Dynamics fait de l'investissement résilient et de l'intégration régionale les conditions de la prochaine décennie de croissance.

“Reporter l'action verrouille les vulnérabilités, alourdit le coût futur des réparations et augmente le fardeau fiscal de la reconstruction post-catastrophe.”

Caribbean Development Dynamics 2026, OCDE-IDB, avril 2026

Le rapport conjoint, sous-titré *Investing in Sustainable and Resilient Development*, identifie quatre priorités stratégiques : construire des infrastructures résilientes et des systèmes d'alerte précoce, renforcer les capacités institutionnelles et statistiques, approfondir l'intégration régionale, mobiliser des instruments financiers innovants.

Les chiffres mis sur la table sont éclairants. Selon les calculs cités par le rapport, un retard de dix ans dans les investissements de résilience pourrait coûter jusqu'à 1 000 milliards USD aux pays à revenu faible et intermédiaire. Pour la Caraïbe, où une catastrophe climatique peut effacer une année de PIB, l'enjeu est financier autant que stratégique.

Les partenariats public-privé (PPP) constituent un levier sous-exploité. Sur la période 2010-2024, la Caraïbe a enregistré 1 304 projets PPP contre 11 304 pour le reste de l'Amérique latine. La République dominicaine concentre 34 projets, la Jamaïque 14, à

comparer aux centaines recensées au Brésil ou au Mexique. Le rapport recommande une harmonisation des cadres juridiques régionaux pour fluidifier l'instruction des dossiers.

Les instruments financiers à promouvoir sont nommés : obligations vertes, sociales, durables, blue bonds, swaps dette contre nature, clauses de résilience adossées à la dette souveraine. La Banque centrale de la Barbade et l'IFC ont émis en 2025 plusieurs produits de ce type, avec une demande institutionnelle nettement supérieure à l'offre disponible.

Côté secteurs porteurs, le rapport identifie quatre niches structurantes : économie bleue (pêche durable, tourisme côtier régénératif), énergie (solaire, géothermie, batteries), économie créative, tourisme à plus haute valeur. Le tourisme classique est jugé saturé : il n'attirera plus que les projets démontrant diversification et résilience climatique.

Sources : OCDE, Commonwealth Union, avril 2026

AFRIQUE-CARAÏBES - AACIS

Vingt milliards USD, l'objectif *transatlantique*

Tenu du 23 au 28 mars à Abuja, le sommet AACIS 2026 sur l'investissement Afrique-Caraïbes a fixé un objectif ambitieux : faire passer les échanges bilatéraux de 4,8 à 20 milliards USD. L'agriculture est identifiée comme le levier prioritaire, avec un projet de corridor d'investissement transatlantique sur les chaînes de valeur agroalimentaires.

Terrence Drew, Premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis et président en exercice de la CARICOM, a appelé à transformer les annonces en mécanismes durables. Le Nigeria, premier marché africain, projette de transformer ses produits agricoles dans la Caraïbe pour les exporter ensuite vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Source : Africa24, avril 2026

GUYANA - MINES

L'or à 4 200 USD l'once

Avec le pétrole, l'or reste le second pilier extractif du Guyana. Le pays a produit en 2025 environ 432 000 onces d'or fin, principalement à travers AGM (Auro-ra Gold Mine) et le secteur informel des petits exploitants. Aux cours actuels, autour de 4 200 USD l'once, la production représente près de 1,8 milliard USD de valeur brute.

Source : **World Gold Council**, mars 2026

La Banque mondiale et le FMI alertent toutefois sur la difficulté à structurer la fiscalité de la filière, dominée par des opérateurs informels. Le projet de loi sur la traçabilité minière, présenté en mars au Parlement, doit harmoniser les standards avec ceux du Suriname voisin, où l'orpaillage représente une part croissante des devises.

BAHAMAS - CROISIÈRE BUSINESS

Nassau Cruise Port franchit les six millions

Le port de croisière de Nassau a publié en avril son bilan 2025 : 6,1 millions de passagers traités, un record absolu. La modernisation du terminal, livrée en 2023 pour 300 millions USD, a permis de générer 47 millions USD de chiffre d'affaires sur la concession. Global Ports Holding et Yes! Holdings, copropriétaires, ont annoncé une distribution de dividendes en hausse de 18 %.

Source : **Caribbean Journal**, avril 2026

Les compagnies membres de la Florida-Caribbean Cruise Association ont annoncé l'ajout de huit nouveaux navires sur la saison 2026-2027, dont trois unités dépassant les 200 000 tonnes. La pression sur les ports d'escale concurrents (Saint-Maarten, Saint-Thomas, San Juan) s'accroît.

RÉGION - ASSURANCE

Guardian Holdings, le poids du cyclone

Guardian Holdings Limited, filiale de NCB Global Holdings et premier assureur de la Caraïbe orientale, a publié des résultats 2025 fortement impactés par l'ouragan Melissa. Les indemnités versées en Jamaïque dépassent 380 millions USD, principalement sur les contrats commerciaux et industriels. Le ratio combiné s'est dégradé à 109 %.

Source : **Guardian Holdings**, mars 2026

Les réassureurs internationaux (Munich Re, Swiss Re, Lloyd's) ont annoncé un durcissement des conditions pour 2026 sur la Caraïbe, avec des hausses tarifaires de 25 à 40 % et des franchises accrues sur les risques cycloniques. Le secteur appelle à la mise en place d'un véhicule régional de réassurance, sur le modèle du Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (CCRIF).

CARAÏBE - DETTE SOUVERAINE

Notations souveraines, l'écart *se creuse*

Standard & Poor's, Moody's et Fitch ont actualisé leurs notations caribéennes au premier trimestre 2026. L'écart se creuse entre les économies en consolidation budgétaire (Barbade, Jamaïque pré-Melissa, République dominicaine) et celles qui restent fragiles (Haïti, Suriname, Bahamas).

“ Les niveaux élevés de réserves internationales en Jamaïque continuent d'offrir un coussin solide pour l'économie, mais la trajectoire post-Melissa appelle une vigilance renforcée. ”

Bank of Jamaica, communiqué du Comité de politique monétaire, mars 2026

La Banque de Jamaïque a confirmé pour l'exercice fiscal 2025-2026 un scénario de contraction du PIB de 1 à 3 %, avec une rechute marquée au trimestre janvier-mars (-3 à -5 %). Les dommages causés par l'ouragan Melissa sont estimés par la Banque mondiale à 8,8 milliards USD, soit 41 % du PIB de 2024. Les autorités ont temporairement suspendu la règle budgétaire pour les trois prochaines années, ce qui a provoqué une dégradation de la perspective S&P à « négative » fin avril.

À l'inverse, la Barbade conserve sa notation et bénéficie d'une perspective stable. Mia Mottley a annoncé en mars un projet d'émission obligataire « blue bond » de 250 millions USD pour financer la résilience côtière. Le pays cible un retour de la dette publique à 60 % du PIB avant 2035.

La République dominicaine reste sur une trajectoire de notation au cran investment grade. Le Trésor a émis en février 3,6 milliards USD d'obligations, oversubscribed par six fois. Les coupons négociés sont les plus bas de la zone hors Cayman et Bahamas.

Le Guyana, malgré son boom pétrolier, n'est pas encore noté investment grade par les trois principales agences. Moody's pointe les risques institutionnels et le contentieux territorial avec le Venezuela sur l'Essequibo. Les obligations émises par le Natural Resource Fund sont structurées pour rassurer les investisseurs internationaux, mais le pays reste cher en couverture CDS.

Les six pays membres de l'OECS, en revanche, n'émettent que des dettes en monnaie locale (EC\$) ou des emprunts auprès des bailleurs multilatéraux. La Banque centrale de la Caraïbe orientale gère ce périmètre avec un ancrage strict au dollar américain, ce qui exclut tout choc de change mais limite la marge de manœuvre fiscale.

Sources : **Bank of Jamaica, ECCB**, mars-avril 2026

BANQUE MONDIALE - IDA

Trois milliards trois cents millions de *portefeuille*

La Banque mondiale a confirmé en mars un portefeuille caribéen actif de 3,3 milliards USD, réparti sur 69 projets dans 13 pays. Les axes prioritaires : création d'emplois pour le secteur privé, résilience climatique, transition énergétique. Pour le Guyana spécifiquement, le portefeuille pays atteint 312,87 millions USD.

L'IFC, désormais pleinement intégrée au leadership pays au Guyana, propose une gamme renforcée d'instruments financiers et de conseil. Les partenariats régionaux avec l>IDB et la Banque caribéenne de développement (CDB) sont coordonnés avec les bailleurs européens (UE, Royaume-Uni) et nord-américains (Canada).

Source : **Banque mondiale**, mars 2026

5 idées reçues *sur les affaires caribéennes*

FAUX Les banques canadiennes restent dominantes dans la Caraïbe.

Depuis 2021, CIBC, Scotiabank et RBC ont engagé un retrait coordonné. Republic Financial Holdings (Trinidad) a repris en novembre 2025 les opérations Scotiabank dans six pays de l'OECS. Les groupes régionaux montent en puissance.

VRAI La République dominicaine est le premier pays d'IDE de la zone.

Avec 5 milliards USD captés en 2025, la République dominicaine devance le Costa Rica et le Panama en Amérique centrale et Caraïbe. Le pays vise 8,3 milliards USD à l'horizon 2028. Le nearshoring vers les États-Unis tire la dynamique.

NUANCE L'adhésion de la Martinique à la CARICOM va doper les échanges commerciaux.

Le statut de membre associé donne accès aux travaux et agences de l'organisation, mais sans droit de vote sur les décisions majeures et sans compétence commerciale propre, du fait de l'appartenance à l'Union européenne. La portée business dépendra des coopérations sectorielles concrètes.

VRAI Le Guyana est l'économie la plus dynamique du monde.

Selon le FMI, le Guyana a affiché une croissance moyenne de 47 % par an entre 2022 et 2024. La Banque mondiale prévoit 16,3 % en 2026 et 23,5 % en 2027. Aucune autre économie ne s'approche de ces niveaux.

FAUX Les programmes de citoyenneté par investissement sont en déclin.

La demande américaine a bondi de 183 % entre Q1 2024 et Q1 2025 selon Citizenship Invest. Pour Antigua-et-Barbuda, les Américains représentent 50 % des dossiers 2026. Les seuils ont été harmonisés à la hausse, sans effet sur les volumes.

LE MOT DE LA RÉDACTION

Le bassin caribéen est rarement lu comme un terrain d'affaires structuré. Ce numéro propose un parti pris inverse : les capitaux y circulent, les banques s'y consolident, les Bourses se réveillent, les ports captent un nearshoring nord-américain en quête d'alternative au Mexique. La Martinique entre dans ce mouvement par la porte CARICOM. Reste à transformer l'accès institutionnel en flux d'affaires.

LA RÉDACTION

CARAÏBES INSIGHTS

Trois rendez-vous business *à suivre*

TRINIDAD - 31 MAI **Cocuina-Manakin.** Date d'expiration de la licence OFAC permettant à Trinité-et-Tobago d'exploiter le champ gazier transfrontalier dont 33 % se situent côté vénézuélien. Décision diplomatique majeure pour le secteur gazier régional.

KINGSTON - JUIN **Quantas Advantage IPO.** Cotation prévue sur le Main Market et le marché USD de la Bourse de Jamaïque. Cible : 2,5 milliards JMD. Première grande introduction sur le Main Market depuis octobre 2021.

SAINTE-LUCIE - DÉBUT JUILLET **51^e Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM.** Premier rendez-vous opérationnel pour la Martinique, devenue membre associé en avril. Agenda : intégration du marché unique CSME, transition énergétique, finance verte. **Lire en page 15.**

21 pays

LE PÉRIMÈTRE DE CARAÏBES INSIGHTS

Couverture mensuelle des Grandes et Petites Antilles, Guyana, Suriname et collectivités françaises d'Amérique. Sources institutionnelles, presse régionale et données publiques uniquement.

Caraïbes Insights - *Ours*

Mensuel édité par Antilla SARL, RCS Fort-de-France 981 746 415, capital 1 000 euros. Siège : 7 rue Paul Gauguin, 97232 Le Lamentin. **Directeur de la publication** : Philippe Pied. **Rédaction** : redaction@antilla-martinique.com. Tél. 0696 73 26 26. Site : antilla-martinique.com. **Sources principales** de ce numéro : Banque mondiale, FMI, OCDE, IDB, ECCB, Bank of Jamaica, Banco Central de la República Dominicana, Bank of Barbados, Reuters, Caribbean Journal, Henley & Partners, Jamaica Observer, Global Finance Magazine, Direction générale du Trésor, La 1ère, Outremers360, Staatsolie, TotalEnergies, DP World.

SAINTE-LUCIE - DÉBUT JUILLET 2026

51^e Conférence CARICOM, le test *grandeur nature*

Castries accueillera début juillet la 51^e Conférence ordinaire des chefs de gouvernement de la CARICOM. Pour la Martinique, devenue membre associé le 16 avril, ce sera le premier rendez-vous opérationnel. À l'agenda : marché et économie unique, finance régionale, transition énergétique, sécurité.

“
C'est une nouvelle étape qui s'ouvre pour le pays Martinique, dans sa capacité à construire des échanges concrets, à dialoguer d'égal à égal avec les États de la Caraïbe.

Serge Letchimy, président du Conseil exécutif de la Martinique, avril 2026

Une organisation à 18 millions d'habitants

Fondée en 1973 par le traité de Chaguaramas, la CARICOM rassemble aujourd'hui 15 États membres de plein droit et 7 territoires associés (depuis l'adhésion de la Martinique). Son périmètre couvre 18 millions d'habitants, du Suriname continental jusqu'aux Bahamas en passant par le Belize et Haïti. Ses quatre piliers : coordination diplomatique, coopération fonctionnelle, sécurité régionale, intégration économique.

Le marché et économie unique de la CARICOM (CSME), inscrit dans le traité révisé de 2001, vise la libre circulation des biens, services, capitaux et travailleurs qualifiés. Sa pleine mise en œuvre reste partielle. La 51^e Conférence devra acter de nouvelles avancées techniques sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et la portabilité des droits sociaux.

Programme indicatif

Jour 1 : ouverture officielle, allocutions du Premier ministre saint-lucien Philip J. Pierre et du président en exercice Terrence Drew (Saint-Kitts-et-Nevis).

Jour 2 : sessions plénières CSME, finance régionale, présentation du rapport CARICOM-IDB-OCDE.

Jour 3 : sécurité, criminalité transfrontalière, position commune sur Cuba, Haïti et Venezuela. Échanges avec partenaires extérieurs.

Jour 4 : adoption des conclusions, point presse, signature de mémorandums bilatéraux.

Enjeux pour la Martinique

Septième territoire en qualité de membre associé (après les British Virgin Islands, Anguilla, Bermudes, îles Caïmans, Turks et Caicos, Curaçao), la Martinique participe sans droit de vote sur les décisions majeures, sans compétence commerciale propre du fait de l'appartenance à l'Union européenne, mais avec accès aux travaux et agences de l'organisation. Le coût annuel de cette adhésion : 250 000 euros, financés sur le budget de la Collectivité territoriale.

Les premiers gisements business identifiés par la CTM concernent la santé (coopérations hospitalières), la formation (mobilité étudiante via UWI), l'énergie (interconnexion régionale), la pêche et la transformation agroalimentaire. Caribbean Export, basée à Bridgetown, sera le partenaire opérationnel pour structurer les échanges PME.

Informations pratiques

Dates : début juillet 2026, dates précises confirmées en juin par le secrétariat CARICOM à Georgetown.

Lieu : Sandals Grande Saint Lucian Spa & Beach Resort, Castries (sous réserve).

Accréditations presse : ouvertes via le secrétariat CARICOM (media@caricom.org), 60 jours avant l'événement.

Accès depuis la Martinique : liaisons quotidiennes Air Caraïbes ou interCaribbean Airways. Code partagé Air France-Air Caraïbes pour la connexion via Pointe-à-Pitre.